

## Immigration : défendre l'ouverture contre l'isolationnisme

par Philippe Fargues, Institut Universitaire Européen (Florence)

**Les migrations ont cessé d'être un sujet brûlant. Maintenant que la crise est passée, l'Union Européenne (UE) ne leur consacre plus qu'une place congrue. Dans son Programme de Travail 2020, « une Union qui aspire à plus », la Commission en fait deux brèves mentions : l'une pour se féliciter des progrès accomplis en matière de contrôle aux frontières et annoncer la réforme du système d'asile, et l'autre pour souligner l'importance des changements démographiques, dont la migration fait partie.**

Qui plus est, dans les jours qui ont suivi la publication de son Programme, l'UE a annoncé la fin de la mission maritime qui avait mené des centaines de sauvetages en haute mer sur la route migratoire qui relie l'Afrique Sub-Saharienne à l'Europe méditerranéenne. La boucle est désormais refermée. **Que la route maritime la plus mortelle du monde — plus de 30.000 personnes s'y sont noyées depuis l'an 2000 — soit de moins en moins empruntée est en soi une bonne nouvelle. C'est la façon dont l'UE y est parvenue qui est inquiétante.** D'abord pratiquées par des bateaux de pêche ou de commerce sans autre mandat que la loi de la mer, puis par la marine nationale italienne (Mare Nostrum, 2013) bientôt appuyée par les forces navales de quelques autres pays européens (Sophia, 2015), et enfin par des vaisseaux d'ONG humanitaires, les opérations de recherche et sauvetage en mer de migrants et réfugiés sont désormais confiées exclusivement aux Gardes Côtes Libyens, qui bénéficient du soutien logistique et financier de l'UE. La stratégie européenne consistant à sous-traiter l'éloignement des migrants à ses voisins turcs et libyens, fermant les yeux sur leur piètre respect des droits humains, semble avoir payé.

Alors que les rescapés des naufrages étaient auparavant débarqués en Europe où ils pourraient demander l'asile (qui leur serait accordé ou refusé après un examen équitable de leur cas) ils sont désormais ramenés en Libye, pour y être placés en détention et reconduits à la frontière du pays duquel ils étaient entrés. Que la population migrante soit tenue à l'écart de nos rives règle-t-il la question ? Non, car les causes qui l'ont mise en mouvement, qu'elles soient économiques ou politiques, n'ont pas changé. **Pour être une vraie bonne nouvelle, la fermeture de la route méditerranéenne aurait dû s'accompagner de l'ouverture de moyens légaux pour que les personnes à la recherche de protection internationale puissent atteindre l'Europe.** Ces moyens existent en droit européen : ce sont les visas humanitaires ou visas d'asile qui permettent aux demandeurs d'asile de rejoindre sans risque l'Europe à partir des zones de conflit et d'y déposer leur demande. Mais aucune ambassade des États membres de l'UE n'accepte de délivrer de tels visas.

**Confondre un moment de répit aux frontières méditerranéennes de l'UE avec une réponse durable à la question migratoire est une erreur politique.** Non seulement parce que c'est admettre que les populistes nationalistes qui professent l'isolationnisme ont mieux compris l'intérêt général que les progressistes qui prônent l'ouverture, et que les premiers peuvent donc fixer l'agenda de tous. Mais aussi parce que les migrations ne sont pas seulement un problème, elles sont également une solution.

### Contacts

Editor-in-Chief – Alain Bloëdt: +32 491 56 82 72 [alain.bloedt@fepe-europe.eu](mailto:alain.bloedt@fepe-europe.eu)  
Deputy Editor-in-Chief – Olaf Bruns: +32 486 38 78 31 [olaf.bruns@progressivepost.eu](mailto:olaf.bruns@progressivepost.eu)



Elles sont une solution pour ceux qui migrent et pour leurs pays d'origine. « **La migration c'est le développement** » ("**migration is development**") aimait à rappeler Peter Sutherland, le Représentant spécial des Nations unies pour la migration durant les années de crise. Le programme de l'UE consistant à financer l'aide au développement des pays d'origine dans l'espoir de réduire leur émigration, est une bévue. D'une part parce que plus de développement se traduit toujours dans un premier temps par plus de moyens pour se déplacer, et donc plus de mobilité. D'autre part parce que l'argent que les migrants gagnent et les connaissances qu'ils acquièrent en Europe sont un levier essentiel du développement de l'Afrique. Arrêter la migration, c'est se priver de ce levier, c'est enfermer l'Afrique dans une spirale négative.

Les migrations font aussi partie de la panoplie des réponses que l'Europe doit, et devra de plus en plus, apporter au vieillissement et au déclin démographique où elle s'est engagée. Les projections d'Eurostat l'ont irréfutablement établi : si la migration s'arrêtait aujourd'hui, tous les États membres, sans aucune exception, verraient leur population décroître. Dans le scénario « sans migrations », l'Europe des 27 perd 60 millions de travailleurs au cours des 30 prochaines années, dont 33 millions d'âge compris entre 20 et 45 ans, qui est la période la plus productive et créative de la vie. Sa population n'augmentera qu'au-delà de 65 ans, où elle ne gagnera 37 millions. **Les voix optimistes ne manquent pas pour dire que l'automatisation et l'intelligence artificielle y pourvoient, en remplaçant les travailleurs manquants. En l'état actuel des connaissances, toutefois, cela relève plus de l'incantation que du raisonnement.** Les mêmes projections d'Eurostat, mais cette fois dans le scénario avec migrations, montrent que le maintien du niveau actuel de la balance migratoire (de l'ordre de 2 millions par ans) apporte durablement l'équilibre souhaitable entre jeunes et vieux.

Que faire, donc, si l'on veut servir l'Europe et ne pas tromper nos concitoyens ?

- **Ne pas oublier que la migration reste un sujet crucial.** De toute éternité les hommes se sont déplacés, et ce n'est pas par la volonté de quelques idéologues et bureaucrates qu'ils cesseront de le faire. La migration continuera ; il s'agit d'en tirer profit pour tous. Les progressistes doivent combattre le discours anti-immigration de l'extrême droite au lieu de le faire leur par défaut, en se taisant.
- **Par fidélité à ses valeurs fondatrices, l'Europe doit rester un havre pour des personnes à la recherche de protection internationale.** Pour cela, elle doit leur être accessible, et lever les entraves sur leur route au lieu d'en dresser de nouvelles. Mettre en œuvre les visas humanitaires qui permettront à ces personnes d'atteindre directement l'Europe pour y demander l'asile sans confier leur vie à des passeurs sans scrupules, permettrait à la fois de satisfaire l'idéal européen de protection et de rendre inutile l'activité criminelle des passeurs.
- **Élargir à nos voisins africains le régime libéral de visas dont bénéficient déjà certains pays de l'ancien espace soviétique.** Il ne s'agit pas de laisser tout le monde entrer et s'installer en Europe, mais d'en ouvrir l'accès, initialement pour une durée de temps limitée, aux catégories de la population dont la mobilité sera estimée profitable.

#### Contacts

Editor-in-Chief – Alain Bloëdt: +32 491 56 82 72 [alain.bloedt@feps-europe.eu](mailto:alain.bloedt@feps-europe.eu)  
Deputy Editor-in-Chief – Olaf Bruns: +32 486 38 78 31 [olaf.bruns@progressivepost.eu](mailto:olaf.bruns@progressivepost.eu)